

Conseil communal de Lausanne

Initiative : Interpellation (ordinaire)
Titre : Agressions dans les hébergements d'urgence de la ville
Initiant-e(-s) : Maurane VOUGA

Dans le rapport-préavis 2023/64 datant du 7 décembre 2023, la Municipalité faisait un état des lieux des structures d'hébergements d'urgence au sein de la ville ainsi que la vision de développement à moyen et long terme. Ce RP nous informait également des structures d'hébergement de transition pour les femmes. Notre groupe est globalement satisfait de ce rapport-préavis, et se réjouit de constater le bon fonctionnement de ce dispositif.

Néanmoins, peu d'éléments nous étaient indiqués concernant l'encadrement des bénéficiaires. La mise à disposition des places est un élément important, mais le sentiment de sécurité des bénéficiaires en est un autre.

Cette interpellation a pour but d'évaluer la sécurité des bénéficiaires des hébergements d'urgence, et plus particulièrement des femmes* et des personnes LGBTIQ+.

Le rapport de la HETS Fribourg « évaluation du dispositif d'hébergement d'urgence dans le canton de Vaud » datant de novembre 2023 admet que les femmes y sont peu représentées, et qu'elles constituent, parmi les personnes sans-abri, un groupe particulièrement vulnérable. Cela engendre qu'elles ont tendance à éviter les structures actuellement à disposition quand elles le peuvent. D'autre part, ce même rapport fait référence à une autre étude qui avance que « les dispositifs à destination des femmes sont souvent pensés sur un modèle masculin, dans une optique universaliste qui nie leur spécificités et leurs caractéristiques » (Braud et Loison 2022, p.132).

Nous posons les questions suivantes à la Municipalité :

1. La Municipalité a-t-elle été informée d'événements de violence que ce soit physique, psychologique ou sexuelle au sein des hébergements d'urgence de la ville au cours des 12 derniers mois/dernières années ?
 - 1.1 Envers des femmes ?
 - 1.2 Des hommes ?
 - 1.3 Des personnes LGBTIQ+ ?
2. De quelle manière la Municipalité recense-t-elle les cas de potentielles agressions ? C'est-à-dire par qui et comment sont reportées ces agressions ?
3. Quelles mesures la Municipalité a-t-elle entrepris pour éviter que des agressions sexuelles, physiques ou psychologiques se produisent sur des bénéficiaires de ces structures ?
4. Quelles sont les structures vers lesquelles une potentielle victime peut se tourner en cas d'agression ?
5. Au point 5.5.4.1 du RP2023/64, il est mentionné qu'une structure spécifiquement destinée aux femmes seules ou avec enfants pourrait être mise à disposition si nécessaire. Qu'en est-il ?

Conseil communal de Lausanne

6. Quel type de personnel est disponible la nuit dans les dortoirs pour assurer la sécurité des bénéficiaires ? Quel est le nombre de personnel présent dans les dortoirs la nuit ?

Lausanne, le 14 juin 2024

Mme Maurane VOUGA



Signataire(s) :